



INNOVATION DANS LE PAYSAGE FINANCIER SUISSE.

*Présentation de la plateforme blockchain pionnière
dédiée à la compliance: **Wecan Comply***

INNOVATION IN THE SWISS FINANCIAL LANDSCAPE.

*Presentation of the pioneering blockchain platform
for compliance: **Wecan Comply***



www.wecangroup.ch

Le Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—GSCGI—est votre Groupement Professionnel Indépendant qui:

- ▶ Depuis 28 ans, défend auprès des autorités compétentes les intérêts de ses Membres et de leurs professions, les représentent en Suisse (DFF, SFI, FINMA), en Europe (via la FECIF) et mondialement (via la CIFA).
 - ▶ Propose d'importantes solutions utiles pour ses Membres, telles que:
 - ❑ service juridique
 - ❑ plan-cadre d'assurance RC professionnelle
 - ❑ contrat-type de gestion discrétionnaire
 - ❑ contrat-type de conseil financier
 - ❑ accord cadre de formation continue avec l'AZEK
 - ❑ permanence fiscale
 - ❑ accord cadre avec BRP SA pour les risques 'Cross-Border' et 'Suitability'
 - ❑ solutions externes pour les services de compliance officer et risk control manager
 - ❑ conférences mensuelles éducatives
 - ▶ Publie le WealthGram, magazine 'en ligne' mensuel de ses Membres. Tout ce qui est important et utile à connaître sur les investissements et leur analyse, l'environnement réglementaire, la fiscalité, la jurisprudence, etc., vous est présenté chaque mois dans ce magazine.
- Éditions récentes...



Editeur: **G S C G I**

7, rue François Versonnex
CH - 1207 Genève/Suisse
Tél. +41 (0) 22 736 18 22
secretariat@gscgi.ch

Les informations contenues dans le présent document sont basées sur des articles obtenus auprès des auteurs, des services statistiques reconnus, des rapports ou communications des auteurs, ou d'autres sources jugées fiables. Toutefois, ces informations n'ont pas été vérifiées par le GSCGI, et le GSCGI ne fait aucune déclaration quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. Toute déclaration de nature non factuelle ne constitue que des opinions courantes, qui sont sujettes à changement.

Information contained herein is based on articles obtained from the authors, recognized statistical services, issuer reports or communications, or other sources, believed to be reliable. However, such information has not been verified by GSCGI, and GSCGI does not make any representation as to its accuracy or completeness. Any statement nonfactual in nature constitute only current opinions, which are subject to change.

Advisory Committee Director,
Maquette & Réalisation:
Cosima F. Barone
www.finarc.ch
c.barone@finarc.ch

- | | |
|---|---|
| <p>2 LE GROUPEMENT EN BREF
Le Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—GSCGI—est votre Groupement Professionnel Indépendant.</p> <p>4 ÉDITORIAL
Gestionnaires de fortune et ‘Trustees’ — Autorisation-FINMA</p> <p>5 LE SPONSOR DE JUIN 2021
WECAN GROUP SA—Innovation dans le paysage financier suisse. Présentation de la plateforme blockchain pionnière dédiée à la compliance: Wecan Comply.</p> <p>8 LES MEMBRES HERMES-ELITE DU GSCGI
Retrouvez ici, dans la prochaine édition, les Membres Partenaires du GSCGI.</p> <p>9 LE GSCGI EN EUROPE & MONDE
FECIF informs... latest information from: EIOPA, European Commission, ESMA and EBA.</p> <p>13 LE GSCGI EN EUROPE & MONDE
CIFA informs... Program of CIFA's FfD Side Even, co-hosted by the Permanent Mission of Uruguay to the United Nations.</p> <p>14 JURISTES, FISCALISTES & JURISPRUDENCE
- FINMA—Handover of CEO role on 1 May 2021.
- Joint Statement on the U.S.-EU Joint Financial Regulatory Forum.
- La contestation tardive d'opérations bancaires.
- SFI: Le réseau des FinTech vertes présente son plan d'action.</p> <p>18 ASSURANCE RC PROFESSIONNELLE
Plan-Cadre d'Assurance Responsabilité Civile Professionnelle pour les Membres du GSCGI.</p> | <p>19 IN GLOBO
Various by CFB.</p> <p>20 ANALYSES & PLACEMENTS
NFT—A New Fancy Technology. SEBA Bank AG, Membre Partenaire du GSCGI</p> <p>24 LE COIN TECHNIQUE
- GOLD: Recent Uptrend May be Toppy. BEST.
- Equities: medium-term Risk/Reward is stretched. MJT.</p> <p>26 LES CONFÉRENCES DES AMIS DU GSCGI
CDBF—17 Juin 2021—17:00—Genève</p> <p>27 LES CONFÉRENCES MENSUELLES DU GSCGI
GSCGI—Genève: 30 Juin 2021, Wecan Group SA, Métropole (12h-14h).</p> <p>... LA CONFÉRENCE MENSUELLE DU GSCGI
Le compte-rendu de notre conférence du 30.06.2021 (Wecan Group SA) sera publié dans l'édition de 'Juillet-Août' 2021.</p> <p>28 BOOK REVIEW
INSIDE MONEY: Brown Brothers Harriman and the American Way of Power by Roger Lowenstein</p> <p>29 CLIN D'OEIL À L'HISTOIRE
Dow Jones Industrial Average Celebrates 125 Years...</p> <p>30 LE SPONSOR DE JUIN 2021
WECAN GROUP SA — www.wecangroup.ch</p> |
|---|---|

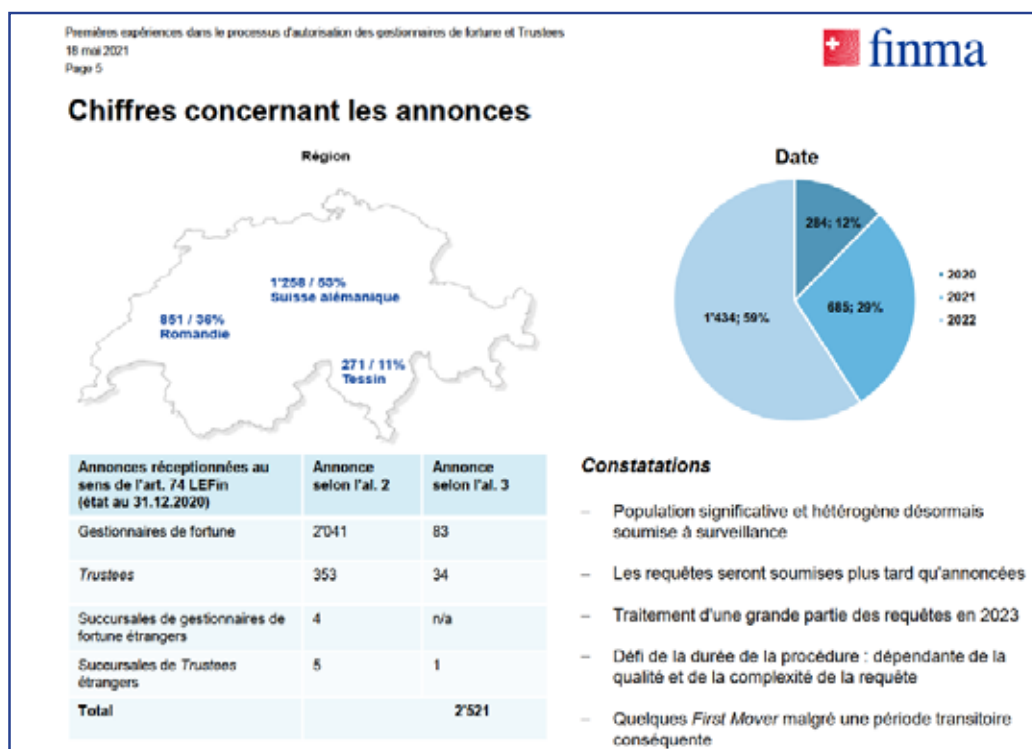
GESTIONNAIRES DE FORTUNE ET 'TRUSTEES' — AUTORISATION-FINMA

Le Conseil du GSCGI

Monsieur Thomas Hirschi, Chef de la division Asset Management de la FINMA, et Monsieur Kenneth Ukoh, Chef de l'unité Gestionnaires de fortune et 'Trustees' auprès de l'autorité de contrôle (FINMA) nous ont donné un aperçu de l'avancement du processus d'autorisation entrepris par les Gestionnaires de fortune indépendants (GFI) et les 'Trustees' en Suisse, lors de leur intervention

à la séance virtuelle d'information LBA de l'ARIF le 18 mai dernier. Les requêtes en autorisation-FINMA semblent arriver plus tard qu'annoncées, dit Thomas Hirschi, avec la conséquence de créer un 'bottleneck' en 2022 et ainsi, pour la FINMA, de devoir traiter la plus grande partie des demandes l'année suivante, soit en 2023.

Voir l'infographie suivante...



En cette période de transition vers la surveillance dite 'prudentielle', les requérants font face à divers défis. Les plus importants sont: **(a)** une auto-évaluation critique des nouvelles exigences (LSFin-LEFin) et des risques inhérents à leur modèle d'affaires, **(b)** des modifications peuvent être nécessaires, notamment au niveau organisationnel (processus, ressources, Assurance RC professionnelle, directives, etc.) **et (c)** soumettre au préalable la documentation requise pour la demande en autorisation-FINMA à l'Organe de Surveillance (OS) choisi, et ce sur la plateforme EHP de la FINMA.

Le Groupement, comme toujours, se tient à l'écoute des besoins des GFI et reste aux côtés de ses Membres avec des initiatives concrètes, telles que les 'ateliers-directives' (deux séries en présentiel auront lieu déjà en juin 2021), les contrats-type de gestion de fortune discrétionnaires et de conseil financier, le plan-cadre d'assurance RC professionnelle (voir en page 2 du WealthGram). Quelques accords-cadre, au bénéfice des Membres du Groupement, ont été développés au cours des dernières années. Le dernier en date concerne **Wecan Comply** ... ne manquez pas notre conférence du 30 juin 2021 pour en savoir plus!

Innovation dans le paysage financier suisse. Présentation de la plateforme blockchain pionnière dédiée à la compliance: Wecan Comply

Avec l'entrée en vigueur des lois LSFIn et LEFin au 1er janvier 2020, les gestionnaires de fortune indépendants et les trustees ne sont plus surveillés uniquement par les banques, mais également par les organismes de surveillance.

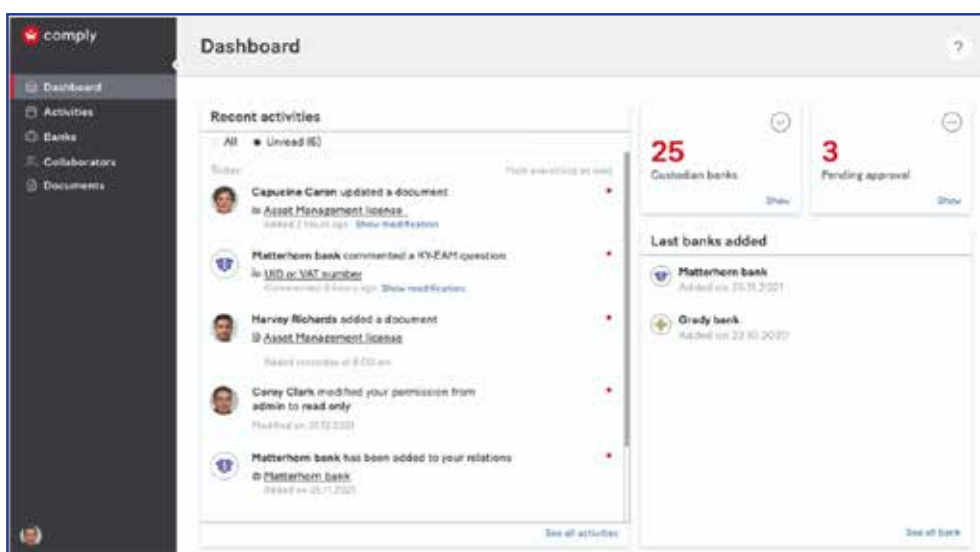
Les procédures d'identification, de contrôle et de suivi des relations avec les clients deviennent de plus en plus complexes. Des mesures doivent être mises en place pour éviter la duplication de plus en plus chronophage des mêmes tâches.

Fruit de deux ans de collaboration entre un panel d'acteurs financiers de première importance, notre plateforme digitale, Wecan Comply, a été construite afin d'adresser au mieux les défis de la compliance d'aujourd'hui et de demain.

La solution swiss-made répond à deux attentes: éviter que la compliance et le travail administratif ne viennent submerger l'activité quotidienne des gérants, et assurer que les tâches spécifiques soient exécutées correctement et avec fiabilité, tout en respectant les nouvelles réglementations.

Wecan Comply est construit comme un coffre fort digital. La solution permet aux banques et gérants de stocker et d'échanger leurs documents de compliance de façon ultra-sécurisée, et en toute simplicité. La plateforme fonctionne sur un simple navigateur internet et n'a besoin que d'un accès à Internet.

"Nous sommes passionnés par le fait d'aider les institutions financières de toutes tailles à accélérer



considérablement leur transformation digitale. Wecan Comply combine les services de conformité les plus poussés, et la technologie la plus avancée. Ces derniers permettent à nos clients, leader dans leur domaine, d'atteindre le meilleurs ratios de coût-bénéfice du secteur, à 26,8%." explique Vincent Pignon, CEO de Wecan Group SA.

Les nouvelles technologies utilisées dans Wecan Comply offrent des atouts particulièrement adaptés

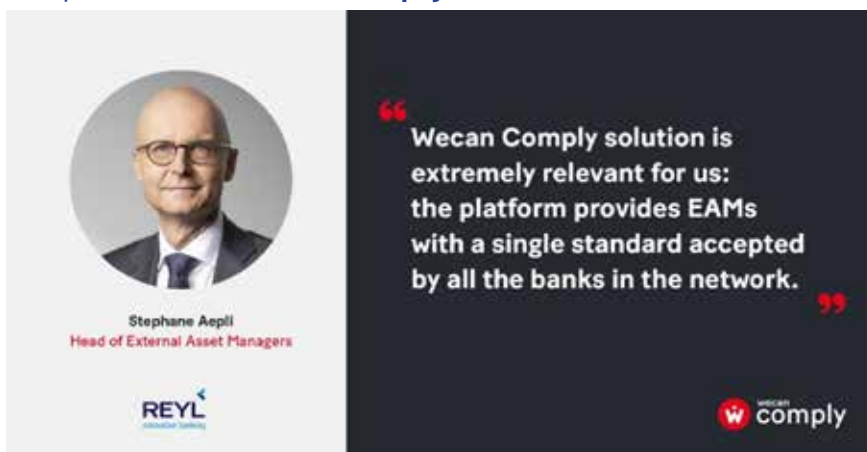
pour la gestion centralisée des données 'KYC' des gestionnaires de fortune indépendants d'une banque dépositaire. Les procédures issues de ces technologies garantissent que les données sont à jour, tandis que le stockage centralisé certifie l'unicité de ces dernières. La sécurité de pointe assure également une protection contre les accès non autorisés.

Innovation dans le paysage financier suisse. Présentation de la plateforme blockchain pionnière dédiée à la compliance: Wecan Comply

Dans un avenir proche, même les auditeurs, les organismes de surveillance et d'autres tiers auront accès aux données qui les intéressent. Dans un avenir plus lointain, d'autres extensions des services de la plateforme peuvent être envisagées.

Wecan Comply est déjà utilisé par 10 banques dépositaires en Suisse, dont Pictet, Lombard Odier, Mirabaud ou Reyl. Ces dernières ont invité plus de 50 gestionnaires d'actifs externes à utiliser la plateforme et à rejoindre les 120 utilisateurs actifs. Wecan Comply a connu une croissance de 230% depuis son lancement début 2021.

La solution Wecan Comply sera présentée lors d'un événement organisé par le GSCGI le 30 Juin 2021 à l'hôtel Métropole de Genève.



Innovation in the Swiss financial landscape. Presentation of the pioneering blockchain platform for compliance: Wecan Comply

With the entry into force of the FinIA and FinSA laws on January 1, 2020, independent asset managers and trustees are no longer supervised solely by banks, but also by supervisory bodies. The procedures for identifying, controlling and monitoring client relationships are becoming increasingly complex. Measures must be put in place to avoid the increasingly time-consuming duplication of the same tasks.

Our digital platform, Wecan Comply, is the result of a year-long collaboration with a panel of major financial

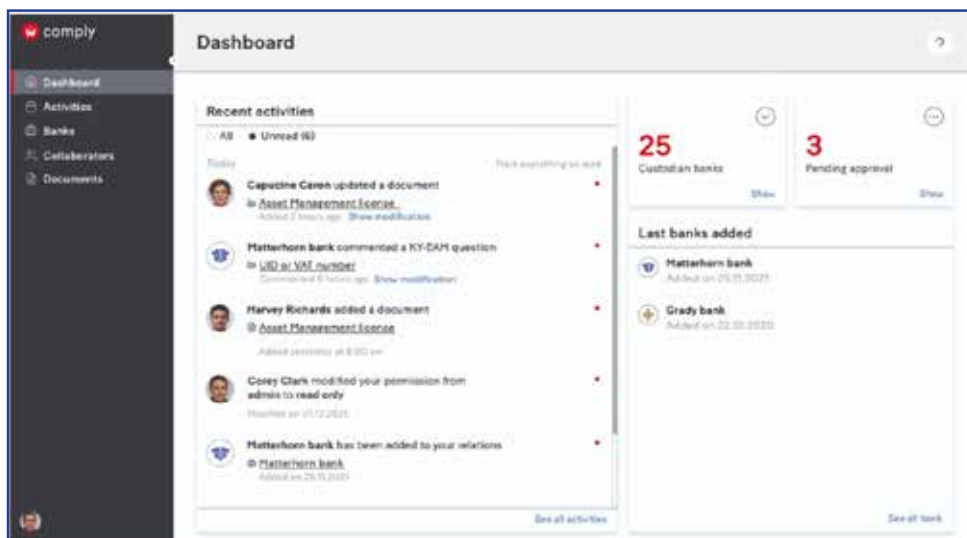
players. It has been built in order to best address the compliance challenges of today and tomorrow. The swiss-made solution meets two expectations: to prevent compliance and administrative work from overwhelming the daily activity of asset managers, and to ensure that specific tasks are performed correctly and reliably, while respecting new regulations.

Wecan Comply is built like a digital safe. The solution allows banks and asset managers to store and exchange their compliance documents in an

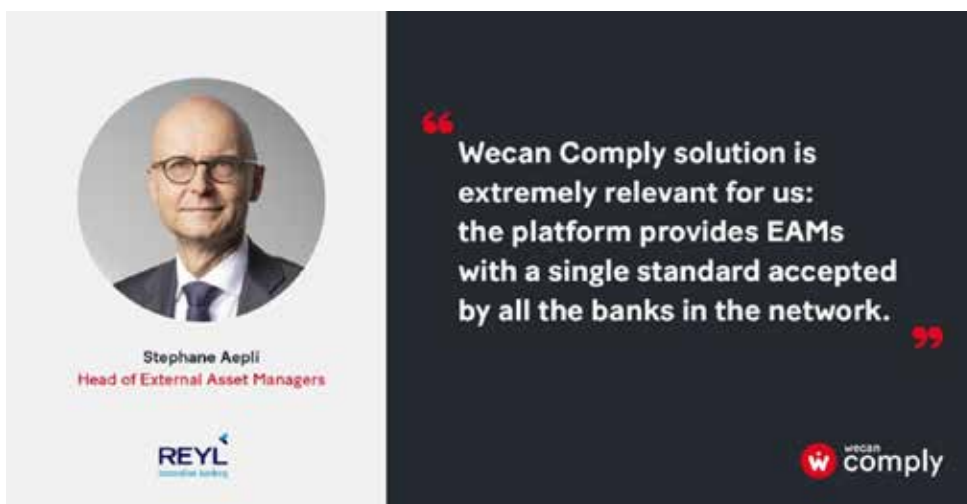
Innovation in the Swiss financial landscape. Presentation of the pioneering blockchain platform for compliance: Wecan Comply

ultra-secure way, and with ease. The platform runs on a simple web browser and requires only Internet access.

"We are passionate about helping financial institutions of all sizes dramatically accelerate their digital transformation. Wecan Comply combines the most advanced compliance services with the most advanced technology. These enable our clients, leaders in their field, to achieve the industry's best cost-income ratios of 26.8%", explains Vincent Pignon, CEO of Wecan Group SA.



The new technologies used in Wecan Comply are particularly well suited for the centralized management of KYC data of independent asset managers by custodian banks. The procedures resulting from these technologies ensure that the data is up-to-date, while the centralized storage certifies the uniqueness of the data. State-of-the-art security also ensures protection against unauthorized access.



In the near future, even auditors, supervisory bodies and other third parties will have access to the data they are interested in. In the broad future, further extensions of the platform's services can be envisaged.

Wecan Comply is already used by 10 custodian banks in Switzerland, including Pictet, Lombard Odier, Mirabaud and Reyl. The latter have invited more

than 50 external asset managers to use the platform and join the 120 active users. Wecan Comply has grown by 230% since its launch in early 2021.

The Wecan Comply solution will be presented at an event organized by GSCGI on June 30, 2021 at the Metropole Hotel in Geneva.



Le Groupement apprécie beaucoup la fidélité des ses Membres Hermès-Elite et tient à les remercier de leur précieuse collaboration et de leur contribution (sponsorship et articles) au succès du WealthGram.

Retrouvez ici, dans la prochaine édition, les Membres Partenaires du GSCGI.

FECIF INFORMS...

Francesco Surace | Analyst
Cattaneo Zanetto & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

FECIFNewsFlash72/2021—ESMA:consultation on commodity derivatives technical standards as part of MiFIDII Recovery Package

Executive Summary—The European Securities and Markets Authority (ESMA) has launched a consultation, as part of the post-Covid MiFID II Recovery Package, seeking input from market participants on its draft Technical Standards for commodity derivatives. The consultation closes on 23 July 2021.

Analysis—ESMA's proposals relating to the application of position limits to commodity derivatives focus on:

- developing procedures for financial entities undertaking hedging activities and for liquidity providers to apply for an exemption from position limits; and
- suggesting other technical adjustments to improve the application of the position limit regime in practice.

In addition, the Consultation Paper also contains ESMA's proposals for technical standards on position management controls.

The consultation forms part of ESMA's mandates under of the MiFID II Recovery Package, a set of measures aimed at supporting the recovery from the severe economic shock caused by the Covid-19 pandemic.

Next steps—The consultation closes on 23 July 2021, following which ESMA will consider the responses received, finalise the draft technical standards and submit a final report to the European Commission for endorsement by November 2021.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback.

* * *

FECIF NewsFlash 71/2021—ESMA: call for evidence on digital finance

Executive Summary—The European Securities and Markets Authority (ESMA) published yesterday a call for evidence on digital finance. The call for evidence is open until 1 August.

Analysis—The call for evidence aims to gather relevant information on particular issues including value chains, platforms and groups' provision of financial and non-financial services. The feedback will contribute to ESMA's technical advice to the European Commission.

Digital transformation and the application of innovative technologies in the EU financial sector bring a host of opportunities, including better financial services to a wider range of businesses and investors, possibly at a lower cost.

These changes are not free of risks, for example in relation to cyber security, data management, concentration risk and competition. They also raise specific regulatory and supervisory challenges, including because of their global and cross-sectoral nature. ESMA's advice to the European Commission (EC) will assist them to address these challenges and propose, where relevant, changes to the existing legislative framework by mid-2022.

ESMA is requesting information on three topics:

1. more fragmented or non-integrated value chains, arising as a result of financial firms increasingly relying on third parties for the delivery of their services and of technology companies entering financial services;
2. digital platforms and bundling of financial services; and
3. mixed activity groups providing both financial and non-financial services.

FECIF INFORMS...

Next steps—The call for evidence is open until 1 August and seeks feedback from all interested stakeholders. In particular, the call for evidence is of interest to: (i) financial firms relying on third-parties, in particular technology firms, to fulfil critical or important functions; (ii) third-parties, in particular technology firms, on which financial firms rely to fulfil critical or important functions; (iii) technology firms providing financial services, either directly or through partnerships with financial firms; (iv) platforms marketing or providing access to different financial services; (v) mixed activity groups combining financial and non-financial activities; and (vi) investors.

ESMA will consider the information received through this call for evidence when drafting its advice to the European Commission. ESMA, together with the other European Supervisory Authorities, will deliver a report to the EC by 31 January 2022.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback.

* * *

FECIF NewsFlash 70/2021—DG FISMA: consultation (roadmap) on a Strategy on supervisory data collection in EU financial services

Executive Summary—The DG FISMA launched a consultation on the roadmap concerning the communication on a Strategy on supervisory data collection in EU financial services. The consultation closes on June 15.

Analysis—This strategy, announced in the Commission's digital finance strategy adopted in September 2020, aims to improve the collection of supervisory data (i.e. data reported to EU and national authorities for the supervision of the financial system) and make it fit for the future.

Better data collection will:

- help to ensure the integrity and stability of the EU's financial system by enabling proactive and effective data-driven supervision; and
- reduce the cost and burden associated with reporting.

This roadmap is open for feedback for 4 weeks. Feedback will be taken into account for further development and fine tuning of the initiative which is planned for adoption during the fourth quarter 2021.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback.

* * *

FECIFNewsFlash67/2021—ESMA:consultation on its MiFID II/MiFIR Annual Report

Executive Summary—ESMA has today (12 May) launched a consultation seeking input from market participants on its MiFIDII/MiFIR Annual Review Report under Commission Delegated Regulation (EU) 2017/583 (RTS 2). The consultation closes on 11 June 2021.

Analysis—The Consultation Paper provides for the Annual Assessment of the operation of the thresholds for the liquidity determination of bonds and the trade percentiles determining the pre-trade SSTI-threshold which is currently subject to a four-stage phase-in regime under RTS 2.

The Consultation proposes to:

- Move to stage 3 for the liquidity assessment of bonds;
- Move to stage 3 for the SSTI percentile of bonds; and
- Not to move to stage 2 for the SSTI percentile of non-equity instruments other than bonds.

FECIF INFORMS...

These proposals are designed to increase the transparency available to market participants in the bond market.

Next steps—ESMA will consider the feedback and expects to publish a final report and submit, if necessary, regulatory technical standards to the European Commission for endorsement in July 2021. Following such endorsement, the RTS are then subject to a non-objection procedure by the European Parliament and the Council.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback. The MiFIDII/MiFIR Annual Review Report is available at [this link](#).

* * *

FECIF NewsFlash 65/2021—European Commission: consultation on EU strategy for retail investors

Executive Summary—The European Commission launched today (11 May) a public consultation on the EU strategy for retail investors. The deadline for providing feedback is August 3 2021.

Analysis—This initiative aims to ensure that consumers who invest in capital markets can do so with confidence and trust, that market outcomes are improved and that consumer participation is increased. If more consumers invest in capital markets, channelling capital to private sector firms, that could help the process of economic recovery after the economic fallout from the COVID-19 pandemic.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback.

* * *

Francesco Surace | Analyst
Cattaneo Zanetto & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

FECIF NewsFlash 64/2021—European Commission: consultation on Sustainable finance – obligation for certain companies to publish non-financial information

Executive Summary—The European Commission launched a consultation on a draft delegated regulation regarding the obligation for certain companies to publish non-financial information. The deadline is 2 June 2021.

Analysis—The EU has created a classification system (taxonomy) for environmentally sustainable economic activities, including investments.

This new initiative will require large listed companies, banks and insurance companies to publish information on how, and to what extent, their activities align with those considered environmentally sustainable in the EU taxonomy. The Commission aim is to enable investors to make informed choices and will encourage private investment in sustainable activities.

Next steps—The adoption of the draft Commission Delegated Regulation is foreseen for the second quarter of 2021.

Sources—Please follow [this link](#) in order to provide a feedback.

* * *

FECIF NewsFlash 61/2021—ESMA: publication of data for the systematic internaliser calculations for equity, equity-like instruments, bonds and other non-equity instruments

Executive Summary—The European Securities and Markets Authority (ESMA) has published data for the systematic internaliser quarterly calculations for equity, equity-like instruments, bonds and for

FECIF INFORMS...

Francesco Surace | Analyst
Cattaneo Zanetto & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

other non-equity instruments under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II) and Regulation (MiFIR).

Analysis—ESMA has published, on a voluntary basis, the total number of trades and total volume over the period October 2020-March 2021 for the purpose of the systematic internaliser (SI) calculations under MiFID II for:

- 22,409 equity and equity-like instruments;
- 105,011 bonds; and
- 7,934 sub-classes of derivatives (including equity derivatives, interest rate derivatives, commodity derivatives, C10 derivatives, emission allowance and derivatives thereof and contracts for difference (CFDs)).

The SI test shall be performed by 15 May 2021.

The data is made available through the SI register in excel files and for equity, equity-like instruments and bonds also through FITRS in the XML files with publication date 30 April 2021 ([see here](#)).

The results for equity and equity-like instruments and bonds are published only for instruments for which trading venues submitted data for at least

95% of all trading days over the 6-month observation period. The data publications also incorporate OTC trading to the extent it has been reported to ESMA. The publication includes data for instruments traded or available for trading during the reference period considered.

In consequence of Brexit, from 30 April 2021 the publication files for bonds and equity instruments, do not contain ISINs admitted to trading or traded only on UK trading venues. However, ISINs admitted to trading or traded both on EEA and UK trading venues are included. Last but not least, as communicated in the [Public Statement on the Use of UK data in ESMA databases and performance of MiFID II calculations following the end of the UK transition period on 31 December 2020](#), the UK data reported before Brexit is used to perform the calculations.

Sources—The documents are available [here](#).

* * *



fecif

the European Federation of
Financial Advisers and
Financial Intermediaries

CIFA INFORMS...

CIFA's SIDE EVENT ON THE MARGINS OF THE 2021 UNITED NATIONS' ECOSOC
"FINANCING FOR DEVELOPMENT FORUM (FfD)"

Tuesday, April 13, 2021 —Videoconference via Zoom conducted by CIFA

"This event has been co-hosted by the Permanent Mission of Uruguay to the United Nations"

AFTER COVID-19, NEW THINKING ON CREATING REAL VALUE AND FINANCING THE SDGs?

All the valuable information, including UN ECOSOC FfD main forum program and Side-Events' program, CIFA's side-event program, the Welcome Address, the Introductory Remarks and the main debate video, can be found on...

<https://cifango.org/UN-ACTIVITIES>



LE PROJET EUROPÉEN DE RÈGLEMENT SUR L'IA: QUID DES SERVICES FINANCIERS?

...article de Yannick Caballero Cuevas—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1181/>

La Commission européenne a dévoilé le 21 avril 2021 son **projet de règlement sur l'intelligence artificielle** (P-RIA) visant à établir des règles harmonisées pour l'intelligence artificielle (IA) applicables dans tous les États membres de l'Union européenne. Avec le P-RIA, la Commission souhaite instaurer un cadre réglementaire permettant une utilisation de l'IA en accord avec les valeurs européennes, tout en encourageant l'innovation. Le P-RIA adopte une approche fondée sur les risques et instaure un régime de surveillance *ex ante* et *ex post*. Ainsi, les fournisseurs d'IA et d'autres acteurs désignés par le P-RIA devront respecter les obligations qui y sont prévues avant et après la mise sur le marché ou la mise en service du système d'IA. En cas de violation, le P-RIA prévoit notamment des mesures de suspension ou de retrait et des amendes pouvant atteindre jusqu'à EUR 30'000'000 si c'est une personne physique et jusqu'à 6% du chiffre d'affaires mondial si c'est une société.

Au vu de l'utilisation grandissante de l'IA dans la finance, il est utile de faire un tour d'horizon du P-RIA pour comprendre les enjeux juridiques pour les établissements financiers, mais aussi ses éventuels impacts en Suisse.

Tout d'abord, l'art. 3(1) P-RIA définit le système d'IA comme étant un logiciel développé avec une ou plusieurs techniques ou approches listées dans l'annexe I du P-RIA et qui est capable, en fonction d'objectifs définis, de générer des résultats tels que du contenu, des prédictions, des recommandations ou des décisions influençant les environnements avec lesquels le logiciel interagit. Les techniques et approches prévues à l'annexe I sont notamment les approches d'auto-apprentissage (*machine learning*), celles basées sur la logique et les connaissances comme la programmation logique inductive ou encore les approches statistiques. À travers cette définition large, la Commission souhaite tenir compte des évolutions technologiques et des développements du marché de l'IA.

Le P-RIA classe par la suite les systèmes d'IA en fonction de leurs risques, respectivement les risques inacceptables et les risques élevés. Dans la catégorie des risques inacceptables, nous trouvons notamment les systèmes d'IA visant à manipuler le comportement humain pour priver les citoyens de leur libre arbitre ou ceux permettant aux États de noter socialement leurs citoyens (cf. art. 5 P-RIA).

Pour les risques élevés, l'art. 6 par. 1 P-RIA vise tout système d'IA (i) destiné à être utilisé comme composant de sécurité d'un produit ou est lui-même un produit couvert par une législation listée dans l'annexe II du P-RIA et (ii) le produit dont le composant de sécurité est le système d'IA, ou le système d'IA lui-même en tant que produit, doit faire l'objet d'une évaluation de la conformité par un tiers en vue de sa mise sur le marché ou de sa mise en service, au regard des législations visées à l'annexe II. Finalement, il est précisé à l'art. 6 par. 2 P-RIA que les systèmes d'IA mentionnés dans l'annexe III du P-RIA doivent être considérés comme représentant un risque élevé.

L'annexe III ch. 5 let. b considère que les systèmes d'IA destinés à évaluer la solvabilité des personnes physiques ou à établir leur risque de crédit (*credit score*) représentent un risque élevé. En effet, ces systèmes d'IA peuvent avoir des conséquences importantes pour les individus, car ils peuvent par exemple déterminer l'octroi ou non d'une hypothèque ou d'une ligne de crédit. Ainsi, ces systèmes d'IA devront être développés et surveillés, en conformité avec le P-RIA, afin que chaque individu ait un accès équitable aux services financiers, et ce pour éviter toute discrimination basée sur des caractéristiques personnelles. Il est cependant intéressant de voir que l'annexe III ne vise que l'évaluation des personnes physiques et non celle des personnes morales.

Tout établissement financier utilisant ou fournissant un système d'IA ayant pour but de déterminer un risque de crédit devra donc se conformer aux

LE PROJET EUROPÉEN DE RÈGLEMENT SUR L'IA: QUID DES SERVICES FINANCIERS?

...article de Yannick Caballero Cuevas—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1181/>

obligations prévues aux chapitres 2 et 3 du titre III du P-RIA, notamment établir un système de gestion des risques, des pratiques appropriées de gestion et de gouvernance des données, une documentation technique, tenir des registres de chaque évènement (*logs*), permettre de surveiller l'IA pendant son utilisation. En outre, le système d'IA doit être développé de telle manière à ce qu'il y ait un certain niveau de précision ainsi qu'une résistance aux cyberattaques ou à toute autre mauvaise utilisation (cf. [Bacharach, cdbf.ch/1164](https://www.cdbf.ch/1164/) sur la résilience numérique).

Afin d'assurer une application cohérente du P-RIA avec les réglementations financières, les autorités chargées de la surveillance et de l'application de ces dernières seront désignées comme autorités compétentes aux fins de la surveillance de l'application du P-RIA. De surcroît, la procédure d'évaluation de conformité des systèmes d'IA ainsi que la surveillance *ex post* devront s'intégrer dans les obligations et procédures prévues par la [Directive 2013/36/UE](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32013L0036).

À la lecture du P-RIA, il apparaît que les systèmes d'IA évaluant la solvabilité ou le risque de crédit des individus sont considérés comme représentant un risque élevé, car ils peuvent renforcer les inégalités sociales ou discriminer certaines catégories de la population sur le plan économique. Or, nombre de systèmes d'IA utilisés dans la finance n'entrent pas dans la catégorie des systèmes d'IA représentant un risque élevé. Il est toutefois important de noter que si un établissement financier utilise un *chatbot*

– technologie qui n'entre pas dans la catégorie des systèmes d'IA représentant un risque élevé – pour interagir avec ses clients, ces derniers devront savoir qu'ils interagissent avec un tel système en raison de l'obligation minimale de transparence établie à l'art. 52 P-RIA. Bien entendu, l'annexe III pourra être modifiée dans le futur et d'autres systèmes d'IA pourraient y être ajoutés.

Pour les établissements financiers suisses, ils devront potentiellement se conformer au futur règlement européen qui n'entrera vraisemblablement pas en vigueur avant plusieurs années. En effet, ce règlement aura une portée extraterritoriale, puisque selon l'art. 2 par. 1 P-RIA, il s'appliquera en principe (i) aux fournisseurs mettant sur le marché européen ou mettant en service un système d'IA auprès d'un utilisateur ou pour son propre usage et ce indépendamment du fait qu'ils soient établis dans l'Union européenne ou dans un pays tiers, (ii) aux utilisateurs de systèmes d'IA situés dans l'Union européenne ou (iii) aux fournisseurs et utilisateurs de systèmes d'IA qui se situent dans un pays tiers, lorsque les résultats générés par l'IA sont utilisés dans l'Union européenne.

Avec le P-RIA, la Commission prévoit donc l'instauration du premier cadre réglementaire sur l'IA ayant une portée extraterritoriale, espérant ainsi émuler l'impact réglementaire que le [RGPD](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32016L0068) a pu avoir dans l'Union européenne et dans d'autres régions du monde.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

DES FONDS CONFISQUÉS ET CONVOITÉS

...article de Maria Ludwiczak Glassey—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1179/>

Dans un arrêt rendu le 16 octobre 2020 (RR.2019.349+RR.2019.350+RR.2019.351), le Tribunal pénal fédéral (TPF) analyse les conditions auxquelles une banque, estimant avoir des droits sur quelques USD 37 millions déposés sur des comptes ouverts en ses livres, peut s'opposer à leur remise à un État étranger.

Dans le cadre d'une procédure pénale menée notamment des chefs de délits boursiers, les États-Unis, par l'entremise du *Department of Justice*, ont adressé plusieurs demandes d'entraide judiciaire internationale en matière pénale à la Suisse, dont une datant de février 2017 visant à obtenir la remise d'avoirs déposés sur différents comptes ouverts auprès de la banque A. SA, notamment au nom de B. A. SA s'est opposée à cette remise.

Pour rappel, les valeurs saisies à titre conservatoire en Suisse peuvent être remises à l'État requérant en vue de confiscation au terme de la procédure d'entraide (art. 74a al. 1 EIMP). La remise intervient en principe sur décision définitive et exécutoire de confiscation de l'État requérant (art. 74a al. 3 EIMP).

S'agissant de la qualité pour recourir contre la décision ordonnant la remise à l'État requérant, la banque auprès de laquelle les comptes litigieux sont ouverts en est généralement privée, sauf dans le cas où elle est elle-même touchée dans ses propres intérêts, notamment lorsqu'elle fait valoir un droit réel ou un droit réel limité. En l'espèce, le TPF a considéré que le recours était recevable, au motif que la banque A. SA prétendait que ses créances contre les titulaires des comptes étaient garanties par gage.

À teneur de l'art. 74a al. 4 let. c EIMP, plusieurs conditions doivent être cumulativement remplies pour que les valeurs ne soient pas remises à l'État requérant, dont celles abordées ci-dessous:

- (i) **Les prétentions doivent être garanties par l'État requérant.** Le TPF expose que le seul fait de pouvoir activement collaborer à la procédure diligentée par l'autorité requérante suffit pour que la condition soit remplie. Le TPF relève notamment qu'une banque telle que banque A. SA avait la faculté et les ressources pour assurer le suivi du procès de B., ce d'autant plus qu'il s'agissait d'un client important de la banque [...]. [La banque A. SA] est d'ailleurs également représentée aux États-Unis par un cabinet d'avocats» (c. 3.3.4). Ensuite, la banque devait avoir connaissance de la procédure américaine vu la médiatisation de la procédure en question d'une part et, d'autre part, puisque ses employés ont été entendus dans ce cadre par le MPC en 2012. Finalement, la décision de confiscation a été publiée aux États-Unis par voie édictale. Bien que connaissant l'existence de la procédure, la banque a renoncé à faire usage de la faculté de faire valoir ses prétentions devant les autorités américaines. Partant, «les prétentions de la banque A. SA étaient garanties par l'État requérant» (c. 3.3.4).

Dans ces développements, le TPF traite du droit de participer à, voire d'être entendu dans la procédure étrangère et l'assimile, à notre avis à tort, à une garantie fournie par l'État requérant. Or la garantie dont il est question à l'art. 74a al.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

DES FONDS CONFISQUÉS ET CONVOITÉS

...article de Maria Ludwiczak Glassey—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1179/>

4 EIMP ne consiste pas en la simple possibilité de faire valoir des droits dans la procédure à l'étranger: le tiers doit être assuré de pouvoir obtenir les valeurs sur lesquelles il fait valoir le droit réel. Dans ce cas toutefois, ce qui nous semble être reproché à la banque A. SA est de ne pas avoir entrepris de quelconques démarches, à commencer par se manifester, en vue d'obtenir une garantie de la part des autorités américaines.

(ii) Le tiers doit faire valoir un droit sur les valeurs.

Le droit en question doit être un droit réel ou un droit réel limité, une créance n'étant pas suffisante. S'agissant de la créance, elle doit être déterminée ou suffisamment déterminable au moment de la conclusion du contrat constitutif du droit de gage (ATF 142 III 746, commenté in Thévenoz, cdbf.ch/957/). La banque se prévaut de créances fondées sur l'art. 402 al. 2 CO (responsabilité du mandant du fait du dommage causé au mandataire par l'exécution du contrat). Concrètement, elle fait valoir qu'une action en paiement est pendante à son encontre en sa qualité de banquière de B., action pour laquelle les demandeurs à la *class action* prétendent avoir une créance pour un montant de plusieurs milliards de dollars. Le TPF estime que la banque échoue à rendre vraisemblable l'existence d'une créance, vu son caractère futur et indéterminé. Au surplus, le prêt accordé par A. SA à B., moyennant un nantissement, avait été intégralement remboursé. Ainsi, l'éventuelle créance déterminée sur laquelle A. SA aurait pu se baser avait cessé d'exister. À défaut de créance,

et donc *a fortiori* de créance garantie par gage, la condition n'est pas remplie.

(iii) **Le tiers doit avoir acquis le droit réel ou réel limité de bonne foi.** Le TPF analyse cette condition «par soucis d'exhaustivité» (c. 3.3.7). Toutefois, dans la mesure où le TPF a exclu l'existence d'une créance, l'exercice n'a pas de portée pratique. Néanmoins, le TPF analyse la bonne foi de la banque en lien avec le nantissement déjà cité et expose que la banque ne pouvait ignorer que B. «était très probablement impliqué dans un mécanisme frauduleux de blanchiment d'argent au moment de la signature de l'acte de nantissement». Ainsi, elle n'a «pas démontré avoir fait à temps toutes les démarches nécessaires pour s'assurer de l'origine de l'argent [ayant permis l'obtention du prêt et la signature de l'acte de nantissement] et de la régularité de ces fonds» (c. 3.3.7.3).

Les conditions de l'art. 74a al. 4 let. c EIMP n'étant pas remplies, le TPF confirme la remise des valeurs aux États-Unis aux fins de confiscation.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

PLAN-CADRE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

... POUR LES MEMBRES DU GSCGI

Le GSCGI offre à ses membres une couverture cadre d'assurance exclusive, négociée avec les assureurs ZURICH et LIBERTY. Ces deux assureurs sont nos partenaires exclusifs autorisés à présenter les couvertures des risques (ci-après) aux conditions préférentielles pour les Membres du GSCGI.

Ces couvertures étendues et complètes — Responsabilité civile professionnelle (RCPI) couvrant également les cas de médiation; Responsabilité des dirigeants (D&O); Assurance Fraude (FR); Assurance Cyber (AC) — offrent une sécurité accrue aux Gestionnaires de fortune et Conseillers financiers dans leur activité quotidienne. L'assurance professionnelle met les professionnels

à l'abri de situations inattendues et génératrices de conséquences financières parfois dévastatrices.

Pratiquement, les Membres pourront s'adresser au Secrétariat du GSCGI, ou à la Commission Assurances, pour obtenir tous les renseignements. Un formulaire/questionnaire spécifique du GSCGI a été édité pour obtenir les offres des assureurs, il figure sur le site web du Groupement et est donc à disposition des Membres. Il devra être complété par le gestionnaire de fortune et le Conseiller financier pour demander les offres avec la preuve de sa qualité de Membre et envoyé confidentiellement au courtier Patrimigest.

Le GSCGI n'a pas accès à ces informations.

COUVERTURES D'ASSURANCES

Responsabilité civile professionnelle (RCPI)

Elle couvre les actes fautifs commis par la société du gérant indépendant ou l'un de ses représentants en cas d'erreur, d'omission dans le cadre de l'activité professionnelle qui entraînerait un préjudice financier d'un tiers.

Les fautes les plus courantes sont:

- Mauvaise exécution d'un ordre
- Oubli d'un délai
- Non respect de la stratégie convenue
- Rupture abusive d'un crédit
- Défaut de conseil
- Délit de fraude fiscale

Qui est assuré?

1. L'institution financière et/ou ses filiales
2. Toutes les personnes physiques agissant dans l'exercice de leur fonction dans la société (salarié, stagiaire, dirigeant, administrateur)

Quelle est la couverture? L'assureur va payer:

- Les frais de médiation
- Les frais engagés pour la défense des assurés
- Les dommages et intérêts dus au lésé après jugement et condamnation
- Les réparations résultant d'un accord amiable (après acceptation de l'assureur)

Responsabilité des dirigeants (D&O)

En tant que dirigeant de votre entreprise, vous n'êtes pas à l'abri de revendications à titre personnel même s'il s'agit d'une erreur d'un employé. En effet, un lésé peut aller chercher une responsabilité personnelle vers le directeur ou l'administrateur de la société pour obtenir réparation du préjudice sur les biens propres du dirigeant.

Il peut vous être reproché une mauvaise décision ou de ne pas avoir pris une décision, d'avoir fait un choix stratégique contraire au but social, d'avoir effectué des investissements hasardeux, communication financière insuffisante ou erronée, manque de surveillance des dirigeants ou

d'une filiale. Font aussi partie les conflits du travail: licenciement abusif, discrimination, harcèlement.

Qui est assuré? Tous les dirigeants exécutifs et les administrateurs ainsi que leur famille directe.

Quelle est la couverture?

- Les frais engagés pour la défense des assurés à titre privé
- Les dommages et intérêts dus au lésé après jugement et condamnation
- Les réparations résultant d'un accord amiable (après acceptation de l'assureur)

Assurance Fraude (FR)

L'évolution technologique et économique des sociétés financières a beaucoup évolué et les risques au sein de ces entreprises aussi. Le risque de fraude devient élevé dans les services financiers surtout en fonction de l'importance croissante des équipements informatiques. L'infidélité et la malhonnêteté des employés sont aussi une source de fraude. L'usage intensif d'Internet fragilise les services en terme de risques de sabotage ou de terrorisme cybernétique. Des fraudes peuvent aussi être commises sur les marchés ou sur l'octroi des crédits.

Qui est assuré? L'entreprise

Couverture d'assurance: Une telle assurance a pour but de garantir les pertes subies par la société suite à la fraude:

1. Commise par un ou plusieurs employés y compris la fraude informatique et le transfert de fonds
2. Fraude informatique interne ou externe (hacking)
3. Frais de procédure et honoraires d'avocat

Assurance Cyber (AC)

Le risque cyber peut affecter l'activité des Gestionnaires de fortune indépendants et des Conseillers financiers.

Couvertures: Cyber-RC, restauration des données et des systèmes, gestion des crises & perte d'exploitation.

PRICES JUMPED 3.6 PERCENT IN APRIL, THE FASTEST PACE IN 13 YEARS.

[...] De l'importance de la protection des données dans le secteur financier. [...]

[...] The Bureau of Economic Analysis' personal consumption expenditure inflation measure climbed 3.6 percent in April from the prior year — the strongest reading in 13 years ... The core price index, which strips out volatile food and fuel prices, rose 3.1 percent in the year through April — the fastest pace since 1992. [...]

[...] The pickup in inflation is coming as rebounding demand and supply shortages push costs higher. Having a core gauge of "inflation at a 29-year high won't faze the Fed, yet," Ian Shepherdson, chief economist at Pantheon Macroeconomics, wrote in a note following the release. [...]

The New York Times—May 28, 2021—[Read on...](#) CFB

FED'S NO. 2 OFFICIAL SEES TIME APPROACHING FOR DISCUSSION ON CUTTING ASSET PURCHASES

[...] Vice Chairman Richard Clarida said the subject of paring the Fed's \$120 billion-a-month bond-buying will likely arise at some point in coming policy meetings. [...]

[...] "There will come a time in upcoming meetings, we'll be at the point where we can begin to discuss scaling back the pace of asset purchases," Mr. Clarida said in an interview on Yahoo Finance. "It's going to depend on the flow of data that we get." The Fed's next policy meeting is scheduled for June 15-16. [...]

[...] Since last June, the Fed has been buying \$80 billion of Treasury debt and \$40 billion of mortgage-backed securities each month to hold down long-term borrowing costs. The policy provides the economy with support beyond the near-zero overnight interest rates the Fed has maintained since March 2020. [...]

The Wall Street Journal—May 25, 2021—[Read on...](#) CFB

INDEX PROVIDERS' REVENUES JUMP TO A RECORD \$4.1BN IN 2020

[...] MSCI and S&P maintain lead over FTSE Russell as overall revenues shoot up by nearly 10%. [...]

[...] The huge adoption of passive investing has driven collective revenues for index providers, including MSCI, S&P Dow Jones Indices and FTSE Russell, to a record high. [...]

[...] About half of the revenue, roughly \$2bn, came from asset-based licensing fees that product issuers, including those running index funds and exchange traded funds, pay... [...]

[...] In the US, passive ETFs collected \$447bn in net new sales in 2020, according to Morningstar Direct data, while active ETFs added \$59bn. Passive ETFs represented \$5.32tn at the end of December, or 97 per cent of all money in US ETFs. [...]

Financial Times—May 27, 2021—[Read on...](#) CFB

THE DEMISE OF THE DOLLAR? RESERVE CURRENCIES IN THE ERA OF 'GOING BIG'

[...] The extraordinary stimulus measures in the US could undermine confidence in the greenback if inflation takes off. [...]

[...] Billionaire US fund manager Stanley Druckenmiller delivered an apocalyptic warning earlier this month that the dollar could cease to be the predominant global reserve currency within 15 years.. [...]

[...] "I can't find any period in history where monetary and fiscal policy were this out of step with the economic circumstances," the chief executive of Duquesne Family Office declared. [...]

[...] The dollar has survived at least four decades-worth of predictions of its demise. Yet Druckenmiller's views on currencies should not be cavalierly dismissed.[...]

Financial Times—May 25, 2021—[Read on...](#) CFB

NFT—A NEW FANCY TECHNOLOGY

...article by Yves Longchamp, Head Research, SEBA Bank AG, Membre Partenaire du GSCGI

We uncover the latest trend in the cryptoverse, Non-Fungible Tokens or NFTs. NFTs are often mistaken to be digital art, however, they are not the art or asset itself but the deed or proof-of-ownership and authenticity to it. Further, NFTs also have use cases beyond digital art in gaming, ticketing, music, and more. It is an exciting and growing new space and may bring broad adoption to crypto assets.

Non-Fungible Tokens (NFTs) have picked up steam during this crypto market bull run when the importance of digital experiences has become ever more important, especially, with people being restricted to their homes due to Covid-19 lockdowns. However, most people think of NFTs as just digital art; let's dive deeper into that statement and uncover what NFTs are and what they have to offer.

What are NFTs or Non-Fungible Tokens?

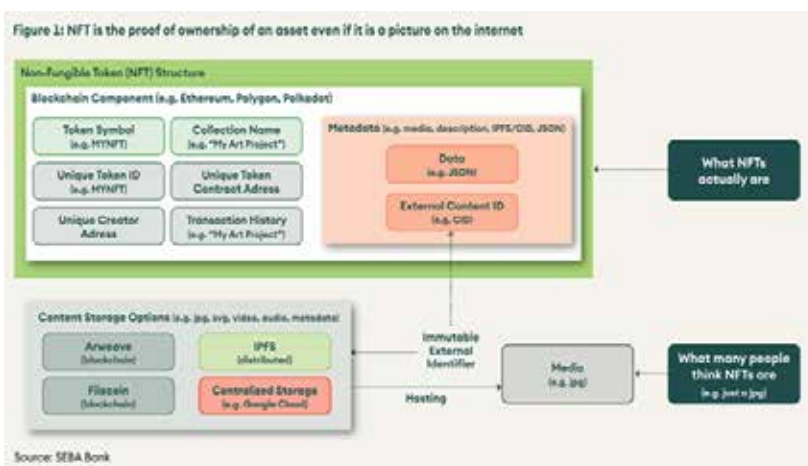
To understand them, we must first discuss why there is a need for non-fungible tokens. Fungibility or interchangeability is the desired quality for money as it must serve as a unit of account, or standardised commodities for ease of trade, or assets representing a part of a larger whole like shares of a company for broad representation and distribution. However, for unique, different, and whole assets with different properties like a plot of land, a piece of art, fungibility does not work as each asset is unique with different properties and consequently values. With blockchain ecosystems having broadened to include more use cases than just medium of exchange or store of value, non-fungible tokens or NFTs bring scarce and unique assets on-chain to serve this growing need.

As bitcoin solved the problem of double-spending of money without a centralised authority, NFTs solve this problem for unique assets. NFTs are provable "deeds" of ownership that ensure verifiable authenticity of an asset. NFTs store the entire holding and transaction history of an asset from

the original author to the current holder ensuring a trustless verification of ownership and authenticity. Further, NFTs having standardised formats allow interoperability and composability between projects. For example, a CryptoKitty NFT created on the Ethereum blockchain can be used to fight other CryptoKitties in another Ethereum application, Kotowars. Another example for interoperability, could be that by owning a wrestler's card, unlocks a special move in a wrestling game. NFTs being on platform chains can also have revenue sharing conditions so that the original artist is rewarded every time the NFT is sold in the secondary market. Through this, artists can have a steady revenue stream and are incentivised to continue to support their NFT products.

The standard for NFTs on Ethereum is given by ERC-721, and there are other implementations like ERC-1155 which allows for both fungible and non-fungible tokens within a single token contract. Dapper Labs, the founder of CryptoKitties, have developed their own blockchain for NFTs and gaming called Flow. Forks of Ethereum like Binance Smart Chain (BSC) and Tron have token standards similar to those of Ethereum.

NFTs are deeds or proof-of-ownership and authenticity



NFT—A NEW FANCY TECHNOLOGY

...article by Yves Longchamp, Head Research, SEBA Bank AG, Membre Partenaire du GSCGI

A common mistake is to confuse NFTs for the asset it represents. In fact, NFTs are closer to the deed or proof-of-ownership and authenticity for an asset than the asset itself. When Jack Dorsey sold his tweet on the platform “*Valuables by Cent*” for USD 2.9m, he did not sell the tweet itself as that remains on Twitter, nor did he sell a screenshot, nor the words. He sold a provably authentic collectible item – the first-ever tweet from the founder of Twitter himself, with proceeds going directly to him and the transaction forever printed on the blockchain. Cent platform calls it a “digital certificate”, which is something it most closely resembles.

For a piece of digital art, the NFT is not the jpeg file; it is the ownership title to the art. Some of the subjects in popular memes like *Bad Luck Brian*, *Overly Attached Girlfriend* or *Scumbag Steve* sold the original photo of the meme as NFTs for 20, 200 and ~30 ETH, respectively. In this case, it is obvious that since everyone can use the picture to make the meme, the NFT is not the picture nor the exclusive right to use it. The buyer has bought a collectible item that is verifiably limited and authenticated by the person in the meme picture itself.



The “Bad Luck Brian” meme
Source: imgflip.com

Storage on a blockchain like Ethereum is extremely costly as all nodes have to store it independently, and the blockchain can get very bloated extremely fast. As per *an estimate*, storing 1 GB of data on Ethereum might cost more than 60,000 ETH in transaction cost for a gas price of 100 gwei. Therefore, instead of being stored on-chain, NFTs contain an off-chain link to the art, and it can be loaded by the platform being used to browse the NFT.

Use Cases

NFTs necessarily need not be digital nor art. As discussed earlier, they can have varied use-cases like gaming, physical art, music, ticketing and more.

Art/Collectibles—The most popular use case for NFTs is digital art on the blockchain. But even in art, it should be noted that there are differences—it can be randomly generated content like CryptoKitties or a tokenised piece of unique art like artist Beeple’s “Everydays: The First 5,000 Days”. Further, the art can have a physical component as well, Banksy’s “Morons” was *burnt and tokenised*, and some NFTs can come with a physical copy. As discussed earlier, NFTs following the same standard allow for composability and interoperability. The owner of any digital art can display it on other platforms like the virtual worlds of CryptoVoxels and Decentraland.



Inside the Museum of NFT Art in CryptoVoxels
Source: CryptoVoxels

Gaming—Games already have a thriving in-game economy with cosmetic items like knives in Counter-Strike or usable items like player cards in FIFA Ultimate team. Having these items on the blockchain gives users verifiable data about supply and supports trade where the developer can continue to earn fees. Axie Infinity, a blockchain game similar to Pokémon, has more than 19,000+ monthly active users where players can raise and battle creatures called Axies. Similar to CryptoKitties, Axies can be

NFT—A NEW FANCY TECHNOLOGY

...article by Yves Longchamp, Head Research, SEBA Bank AG, Membre Partenaire du GSCGI

bred and pass on their “genes” and traded with other players. With gaming on the blockchain, players can be assured of the uniqueness of their assets and are not subject to the whims of a company supporting the game. They can participate in the governance and their assets can become part of a multi-game universe, with other projects can build off a game’s established assets.

Domain Names—Ethereum Name Service (ENS) uses ERC-721 to register blockchain domain on the Ethereum blockchain. ENS allows users to register their wallet with a .eth domain, bringing personalisation and intuitiveness in transactions. Instead of copy-pasting a large string for a wallet address, a yourname.eth domain can point to an individual’s wallet.

Music/Streaming—NFTs can be programmed to share a percentage of the revenue with the original artist. This is important in the music industry, where there may be a lot of red tape and distance between the consumer paying for the art and the artist receiving it. Kings of Leon were the **first band** to release their album as an NFT. Along with the album, they sold some art and auctioned six “golden tickets” that gave buyers the right to four front-row tickets for each tour for life. Streaming services generate content in real-time, and to increase viewer participation and involvement, World Poker Tour and Theta Labs **are pioneering live auctions** of NFTs capturing exciting moments and random “drops” to incentivise viewers.

Ticketing—NFTs have a use case for ticketing, where the number of tickets sold and used can be capped, eliminating counterfeits. To control scalping, the contract can also include instructions so that if they are sold above a certain price, the surplus is transferred to the original artist or a charity. A pilot program for FIFA World Cup 2018 sold **NFT VIP tickets**. These can also serve as proof-of-attendance or ownership of an exclusive event similar to ticket stubs.

Interoperability—There is overlap between use cases. An art piece may be displayed in a game, or trading cards can be collected as well as used in a game to battle. A ticket might become a collectible and a collectible may work as a ticket. This interoperability across various applications on the blockchain make NFTs an exciting space with a broad and developing use case.

Valuing collectibles

While NFTs are unique and therefore difficult to value, we want to give potential investors a framework to use when investing in the space. The most important aspect of an NFT is its source or original author – Jack Dorsey’s first tweet has a high value because it is the first-ever tweet on Twitter by its founder; another tweet may not have the same value. Another thing to consider is the total supply of the NFT and how prolific an artist is. NFTs can have multiple copies, and the higher the number of copies, the less rare and valuable it is likely to be. Similarly, if the artist is extremely prolific with many similar art pieces, the asset may not be as lucrative. Original and early products like CryptoPunks will command a higher price than derivatives like Binance Punks (the same product on the Binance Smart Chain, a modified fork of Ethereum). However, in another consideration, whether the art is easily reproducible

Figure 2: Investment framework for collectible NFTs

Artist	Supply	Crypto Vintage or Originality	Reproducibility	Longevity
CryptoPunks	10,000	One of the oldest NFTs	Simple pixel art	
NBA Top-Shot	Large number of NBA moments but limited supply for each			Attached to basketball fandom
Beeple's Everydays	One of a kind		Produced over 5,000 days	
Jack Dorsey's first tweet	One of a kind		One of a kind	Maybe attached to Twitter relevancy
Bad Luck Brian	Unique but competes with other meme formats			
CryptoKitties	Unlimited but unique	One of the oldest NFTs	Randomly generated	

Source: SEBA Bank

NFT—A NEW FANCY TECHNOLOGY

...article by Yves Longchamp, Head Research, SEBA Bank AG, Membre Partenaire du GSCGI

or if it takes time, effort and expertise to create and recreate, CryptoPunks may fall short, as it is just 24x24 pixel art. The longevity of the underlying hobby is also important. An NBA Top-Shot may have a longer life as it should hold interest and demand as long as basketball remains a popular sport.

Criticism

As discussed previously, since NFTs are not the art itself and merely link to a server that hosts the file, there exists a possibility that the hosted server may go offline at a point in the future, and the NFT will forever forward to a dead link. This can be mitigated through using decentralised solutions like Filecoin, Arweave or IPFS. However, some NFTs still point to a centralised server and in case of loss of support, while it does not invalidate the proof of ownership, it would mean that the NFT would not be viewable from just the data it contains. In this case, the original author or issuing platform may need to reissue a new NFT to replace the old one. If they are not available, the owner may be able to do it themselves by destroying the old dead NFT and reissuing a new one. However, it is unclear if NFT will retain its full value after such a transaction as some part of the history of the token may be lost.

Another concern is part of the broader impact of blockchain mining on the environment. NFTs, like any other blockchain transaction, consume a certain amount of energy per transaction, and with growing interest, the amount of transaction space that it takes on Ethereum blocks has also become considerable. OpenSea, Axie Infinity smart contracts feature in the top 50 gas guzzlers for Ethereum transactions. However, with scaling solutions like ImmutableX and Polygon, these costs should come down in the future. As platform blockchains like Ethereum move away from proof-of-work, the environmental impact should be further reduced.

Conclusion

NFTs have opened the door for broad adoption of crypto assets. Sports enthusiasts, collectors, hobbyists, gamers, artists can all find a project that excites them in a world that was previously mostly consisted of finance and technology enthusiasts. The ecosystem is still in its infancy, and the leaders are yet to emerge. Even as market interest waxes and wanes, future leaders will keep building and innovating and those that can capture and maintain user attention should do well.



ABOUT THE AUTHOR

Yves Longchamp, Head Research
SEBA Bank AG

Yves Longchamp is Head of Research at SEBA Bank. His professional experience has taken him from the Swiss National Bank to the world of crypto-currencies via major banks and asset management. Market finance and macroeconomics are the research topics that mark out his career. Before joining SEBA, Yves worked at Ethena Independent Investor, Pictet & Cie, UBS and the Swiss National Bank.



ABOUT SEBA BANK

The Future of Digital Banking, Investing & Financing. Founded in April 2018 and headquartered in Zug, SEBA Bank is a pioneer in the financial industry and is the only global smart bank providing a fully universal suite of regulated banking services in the emerging digital economy. In August 2019, SEBA Bank received a Swiss banking and securities dealer licence – this is the first time a reputed, regulatory authority such as FINMA has granted a licence to a financial services provider with a core capability in digital assets. The broad, vertically integrated spectrum of services combined with the highest security standards, make SEBA Bank's value proposition unique – this is why Banque de France selected SEBA Bank to test the integration of Central Bank Digital Currency (CBDC). CVVC Global Report and CB Insights names SEBA Bank as Top 50 Companies within the blockchain ecosystem.

For more information about SEBA Bank, please visit seba.swiss and subscribe to our newsletter.

GOLD: RECENT UPTREND MAY BE TOPPY

...article by Bruno Estier Strategic Technicals - <http://bruno.estier.net/> - bruno.estier@bluewin.ch

Since June 2018, the Gold weekly chart displays an uptrend to 2092 reached in the summer 2020, followed by a decline to 1673 with a double bottom in March-April 2021. Then the linear rebound of Gold went through the descending 40-week moving average (1842) and through the Ichimoku Cloud (1770-1870). Now Gold is nearing 1935, the Fibonacci 62% of the precedent decline along rising, overbought weekly STO and along with the weekly MACD which is just turning positive. While this strong momentum usually should allow the rise of Gold to extend further, the current price pattern analysis highlights that 1935 could become a strong resistance area, as it is near the previous high area of 1966 and may cap the current rise. Also, the declining weekly upper Bollinger Band (1905) is now flat and becomes a strong resistance area as well.

All these elements would allow envisioning a scenario, which is probably not yet reflected in the price action, namely a wide range (1905-1935) on the

upper side and (1770-1750) on the downside, lasting for a few months. The pullback of Gold may correlate with a rebound of the US Dollar Index, which is nearing a key support area near 90 as shown on the upper panel (red dotted line). Further, the ratio of Silver versus Gold (green solid line) was topy and could extend its initial decline, a sign that there is no speculative fever in the precious metal markets.

Of course, this bearish case for Gold in the coming weeks would be negated by an extension of the recent rise above the resistance area (1931-1966) with widening and rising upper Bollinger Band. This would open a retest of the former high near 2092. This is the Bull case, which the buyers of Gold envision as Gold was crossing above its declining 40-week MA. However, in the past, the signal given by Gold crossing above its declining 40-week MA has not been followed by a bull market for Gold. So, it would be wise to monitor the precious metal in the coming weeks!

Chart of Gold Continuous contract CME in weekly candlesticks with moving average 40-weeks and moving average 20-weeks surrounded by 2 Bollinger bands. Further is displayed the Ichimoku cloud which is near the current price. The declining Bollinger Bands are flattening and narrowing. On the Upper panel is represented the ratio of Silver versus Gold, currently ranging flat (green solid line) and the US dollar index (red dotted line), which may rebound after a declining wedge on daily chart (not shown). On the lower panel are the momentum indicators Slow Stochastic, which is well overbought and may cross down soon and the MACD, which is just crossing the zero line.

Source of data:

Stockcharts.com.

Supports line & parameters are provided by BEST.



This information is being provided to you solely for your information, as an example of theoretical technical analysis and coaching. It does not constitute a recommendation to purchase or sell any security. Neither this document and its contents, nor any copy of it, may be altered in any way. This document is not directed to, or intended for distribution to, or use by any person or entity of any jurisdiction where such distribution, publication or use would be unlawful.

EQUITIES: MEDIUM-TERM RISK/REWARD IS STRETCHED

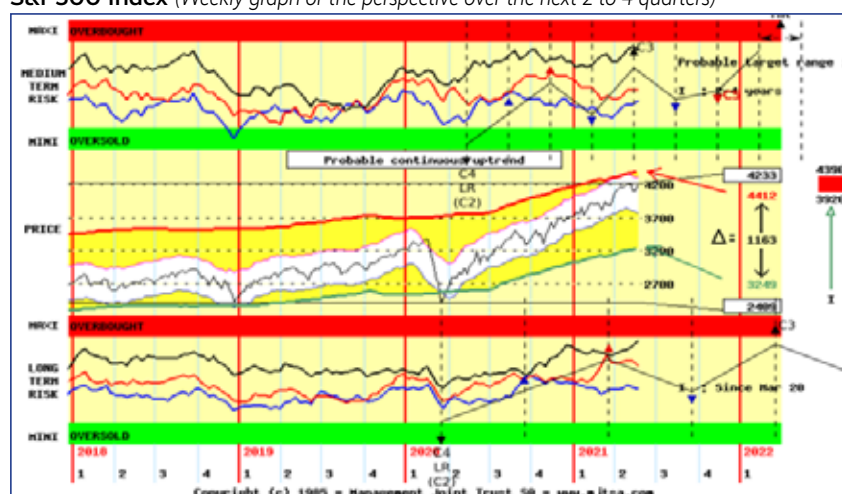
...article by Jean-Francois Owczarczak - CEO, Management Joint Trust SA - jfo@mjt.ch

Equity markets have gone sideways since early May and could be set for a last attempt higher over the next few days (into late first week / early 2nd week

of June). Yet, following the huge rally that has taken place over the last 15 months, medium term risk/reward does seem stretched.



S&P500 Index (Weekly graph or the perspective over the next 2 to 4 quarters)



The S&P500 Index featured on this Weekly graph has reached its I Impulsive targets to the upside in the 3'820 – 4'390 range. In terms of timing, while our long term oscillators (lower rectangle) could have marked an intermediate top late Q1, our medium term ones (upper rectangles) are currently reaching one now. **Bearing a few more days of rally** (which we can identify on our short term hourly graph), we believe the S&P500 should enter a consolidation period which may last into early-Summer, perhaps mid-Summer. Our medium term Daily graph (not shown here) suggests 8 to 12% risk to the downside. Thereafter, from mid/late Summer, the S&P500 should then resume higher to new highs probably towards the higher end of our I Impulsive targets to the upside around 4'400 4'500.

For more information on our services and methodology, please visit www.mjtsa.com or contact us.

All opinions, news, research, analyses, prices or other information in the article above are provided as general market commentary and do not constitute any financial advice. No economical business decisions should be based solely on the article above.

EuroStoxx50 Index (Weekly graph or the perspective over the next 2 to 4 quarters)



Similarly, the EuroStoxx50 could have made an intermediate top towards late-Q1 on our long term oscillators (lower rectangle), while our medium term ones are reaching one pretty much now (upper rectangle). This situation would usually imply a couple of months of consolidation at least, initially into early-Summer, perhaps mid-Summer. Here also, our short term hourly graphs (not shown here) may suggest **a few more days of upside**, yet our medium term Daily ones are also getting topy and should then justify **a reversal to the downside into late-June/early-July**. The retracement risk is between 9 and 13% or slightly more than in the U.S. Thereafter, from mid Summer, we expect the EuroStoxx50 to resume its uptrend, probably towards early next year and new highs around 4'500 (i.e., the higher end of our I Impulsive targets to the upside—right-hand scale).

Concluding remarks: While our short term hourly graphs could still be pushing higher over the next few days (into late 1st week/early 2nd week of June), both our Weekly and Daily graphs on the S&P500 and the EuroStoxx50 are close to intermediate tops. We would hence expect a reversal down over the next week or so, probably into late-June/early-July,

perhaps into August. Downside risk for both indices is between 8 and 13%. Thereafter, from mid-Summer, both should then resume their uptrend towards next year and new highs, probably to 4'500 for both indexes.

CONFÉRENCE—CDBF—17 JUIN 2021—17:00—GENÈVE

DANS LE CADRE DE LA DEUXIÈME ÉDITION DU CAS DIGITAL FINANCE LAW



Dans le cadre de la deuxième édition du CAS Digital Finance Law, le Centre de droit bancaire et financier organise un webinaire le jeudi 17 juin 2021, ouvert tant aux participants actuels au CAS Digital Finance Law qu'au public.

INSCRIPTION: <https://cdbf.us7.list-manage.com/track/click?u=84b2297cc7edf3aef0dd101d2&id=eafbe070be&e=7697f4a474>

- 17:00 Introduction par **Luc Thévenoz**, professeur à l'Université de Genève et directeur du Centre de droit bancaire et financier
- 17:10 Surveillance bancaire en temps réel, une question technique?
Alain Girard, docteur en droit, M.A. in Economics, avocat, LL.M. ; Surveillance petites banques et maisons de titres, FINMA
- 17:30 Actions tokenisées : entre droit privé et réglementation financière
Valérie Menoud, docteure en droit, LL.M. ; associée, Lenz & Staehelin
- 17:40 Discussion modérée par **Aline Darbellay**, professeure au Centre de droit bancaire et financier, Directrice du CAS Digital Finance Law
- 18:10 Pause
- 18:20 Cloud banking : quelles structurations possibles?
Véronique Nebel, LL.M., CAS DFL; Country Head of Regulatory Affairs & PBRS Head of Regulatory Compliance, HSBC Private Bank (Suisse) SA
- 18:40 Open banking/insurance: une ouverture à géométrie variable
Adrien Alberini, docteur en droit, LL.M. ; associé, sigma legal ; co-directeur du CAS Digital Finance Law
- 19:00 Discussion modérée par **Philipp Fischer**, LL.M.; associé, Oberson Abels
- 19:20 Clôture du webinaire

GSCGI—GE: 30 JUIN 2021, WECAN GROUP SA, MÉTROPOLE (12H-14H)

INVITATION / REGISTRATION

Déjeuner-conférence: 30 Juin 2021

en format présentiel et virtuel

Nous avons le plaisir de vous inviter, ainsi que vos collègues et ami(e)s à notre prochain déjeuner-conférence qui aura lieu à Genève, organisé en collaboration avec **Wecan Comply**, en phase de rejoindre le GSCGI comme Membre Hermès-Elite:



<https://wecancomply.com/>

Le thème suivant, d'actualité certaine et de grand intérêt pour les gestionnaires de fortune indépendants et leurs banques dépositaires:

INNOVATION DANS LE PAYSAGE FINANCIER SUISSE

Présentation de la plateforme blockchain pionnière dédiée à la compliance: Wecan Comply

Les orateurs suivants expliqueront la démarche de l'entreprise et son offre de services (voir plus d'information en page 2 de dette invitation):



Vincent Pignon
Fondateur & CEO



Anna Waibel
Customer Success Manager



Nathan Douet
Project Coordination Manager



Oliver Walker
Business Development Manager

Cet événement est généreusement sponsorisé par
United Trading Services SA, Membre du GSCGI

PROGRAMME

Recommandations Sanitaires COVID-19:

- 40 participants maximum en présentiel; les premiers 35 inscrits seront acceptés.
- Port du masque obligatoire lors de l'accueil et des déplacements dans les espaces publics.
- Ne pas se serrer la main.
- Le gel hydroalcoolique sera disponible à l'entrée de la salle de conférence.
- Prendre place à table immédiatement après l'accueil et votre cocktail vous sera servi.
- Ne pas vous présenter à la conférence en cas de symptômes.

Merci de votre compréhension!

Date **Mercredi, 30 Juin 2021**

LIEU Hôtel Métropole, Quai Général-Guisan 34, Geneva, Switzerland
(participation en présentiel limitée)

12h00 Enregistrement & Cocktails

12h30 Conférence & Session Q&A

13h00 Le repas commence à être servi

14h00 Fin de conférence

* * *

10-11-14 Juin 2021/Genève—Ateliers 'Directives' ... 1ère série

30 Juin 2021/Genève—Orateurs: V. Pignon, A. Waibel, N. Douet & O. Walker, Wecan Group SA

24-25-28 Juin 2021/Genève—Ateliers 'Directives' ... 2ème série

* * *

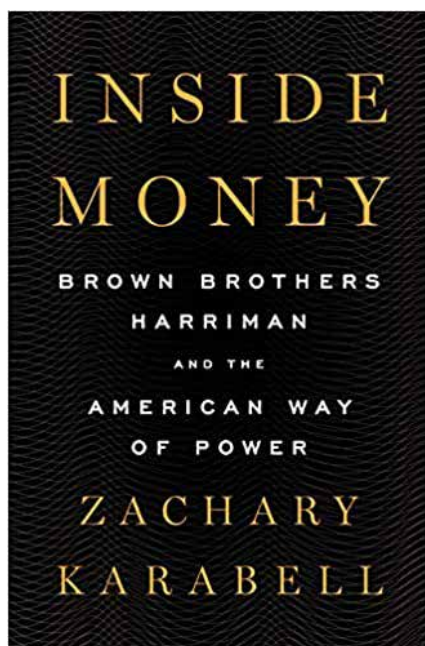
Réservez ces dates!

Les thèmes de Conférence sont communiqués par invitation et sur le site du Groupement — www.gscgi.ch

Non-Membres bienvenus — Inscrivez-vous!

INSIDE MONEY: BROWN BROTHERS HARRIMAN AND THE AMERICAN WAY OF POWER

BY ROGER LOWENSTEIN



The Wall Street Capitalists Who Put Morals Above Money

There is a line at the end of “Inside Money,” a history of a private Wall Street partnership, that it regarded risk management not as a box to be checked but as a “first principle.” It’s a powerful idea, and it explains how Brown Brothers Harriman has survived two full centuries without going bust, or recklessly pursuing growth, or blowing its capital in any of the speculative bubbles from steamships and railroads to real estate and bitcoin that have inflated since the presidency of James Monroe.” The vital ingredient in Brown Brothers’ success — which Zachary Karabell reminds us of again and again — is that the firm was not acting as an agent for “anonymous shareholders.” It was investing its own capital, and this all but required that it act with prudence. [Read on...](#)

Inside Money by Zachary Karabell — the price of stability

This history of one of America’s oldest financial

institutions reveals the benefits and costs of conservative management. Karabell thinks we would live in a more stable world if more companies practised this form of “sustainable capitalism”, where bankers risk their own capital, not that of shareholders, and where service, not scale, is the main goal. Brown Brothers began as a Baltimore cloth merchant, evolved into a trade finance house, then an investment bank, next a commercial bank, before finally becoming what it is today: a private partnership operating primarily in the dull but crucial custody banking sector — the plumbing, as it were, of asset and investment ownership. Along the way, it played important roles at most of the crucial junctures in American economic history, from the railroad boom to the convulsions of the great depression. [Read on...](#)

Capitalism Doesn’t Have to Be This Way

When is enough enough? This simple, vital question—How much monetary gain does a person or a company need in order to feel satisfied?—has little place in the finance industry or in contemporary capitalism more broadly. The capitalism that has become dominant in the years since the 1980s is not about *enough*; it’s about *more*, and no amount of *more* is ever enough. This is one reason why such an enormous gulf has opened up between the richest Americans and the rest, and why large banks, behemoth energy companies, multinational industrials, huge private-equity firms, and large tech companies have flourished. An alternative form of capitalism placed a higher value on social stability than on the pursuit of more. Exemplifying that approach—one that embraced a less rapacious culture of enough—is the oldest bank still in business in the United States today: Brown Brothers Harriman. For 220 years, the company has tried to make reliable returns through a clear-eyed management of risk—a healthy recognition that, when it closed its ledgers each night, it needed to be prepared for the world to change the next day. [Read on...](#)

DOW JONES INDUSTRIAL AVERAGE CELEBRATES 125 YEARS...

Cosima F. BARONE—FINARC SA—www.finarc.ch

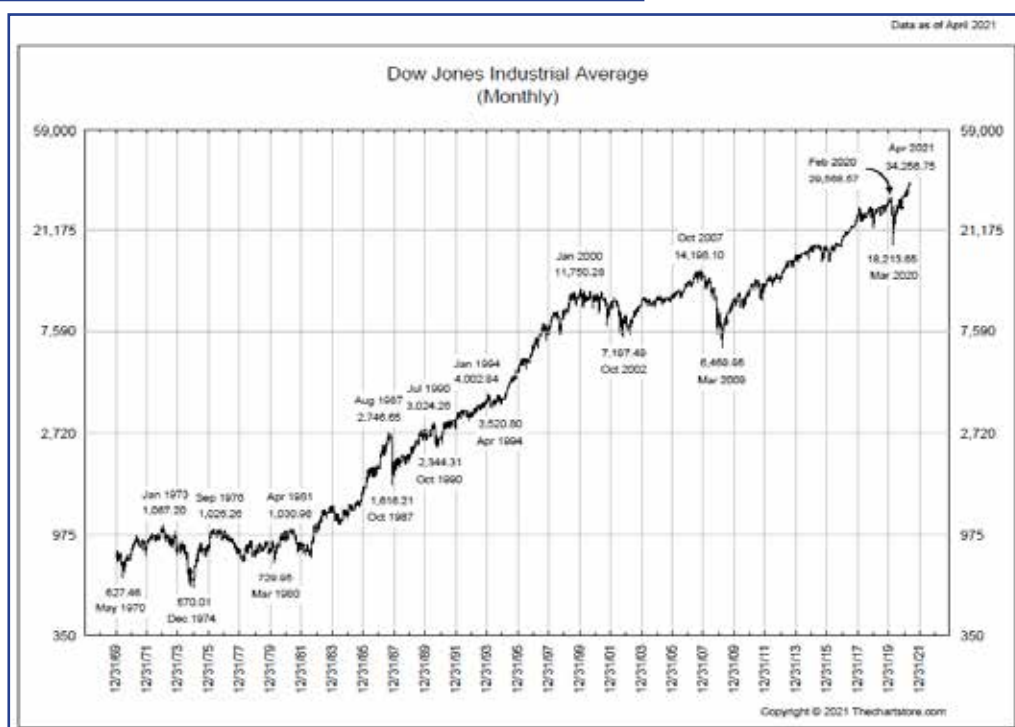


The index of 12 smokestack companies closed that first trading day, May 26, 1896, at 40.94. It included General Electric Co. as well as long-forgotten names like American Cotton Oil and Distilling & Cattle Feeding.

Since then, the Dow has evolved with the U.S. economy, giving investors from Wall Street to Main Street a measure of financial markets through the Great Depression, two world wars and all the events that shaped the 20th and early 21st centuries.

It has risen an average of 7.69% each year and notched 1,464 record closes, according to Dow Jones Market Data. It climbed above 100 in 1906, topped 1000 in 1972 and crossed 10000 in 1999.

Just this year ... the Dow bounded above every milestone from 31000 to 34000.



WSJ article as of May 27, 2021 (Text & Top Graph:1896 to present)—Historical Graph (1969 to present): courtesy of www.thechartstore.com

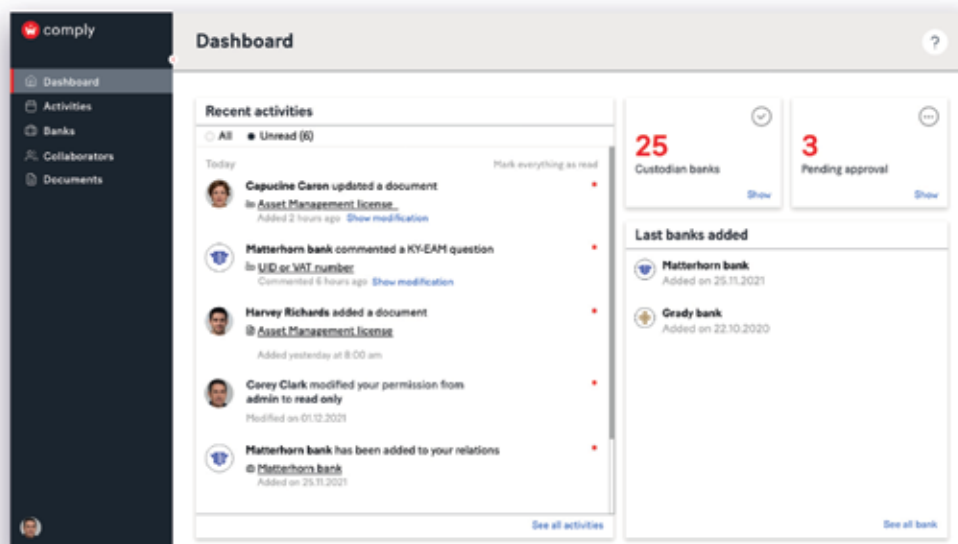
WECAN GROUP SA — WWW.WECANGROUP.CH



Reinvent Compliance

Technology for Better Compliance

- › We are passionate about helping financial institutions of all sizes to dramatically **accelerate their digital transformation**.
- › Wecan Comply combine the richest compliance services and the most advanced technology, enabling our top-performing clients to **achieve industry-leading cost-income ratios of 26.8%**.
- › With the largest banks, External Asset Manager and partners, we exist to **make compliance better, together**.



Over 10 Banks Run Wecan Comply

